

les désavantages d'un tel système débordent les problèmes d'accès aux marchés. Dans un monde où on s'arrache des investissements limités, le pays qui offre le plus d'intérêt se trouvera toujours au «centre».

Et le foisonnement des accords commerciaux bilatéraux et régionaux n'est pas plus avantageux pour les affaires. Il entraîne un chevauchement confondant de droits et d'obligations, et une multiplicité de règles d'origine qui accroissent les coûts des transactions de toutes les entreprises, et surtout des petites entreprises qui espèrent exporter. Étant donné l'absence d'exigences uniformes sur le contenu, ce foisonnement empêche l'intégration plus poussée de la production régionale — à un moment où le commerce mondial est de plus en plus axé sur les transactions intra-société, sur les acquisitions stratégiques et sur les investissements transnationaux. Et il détourne inutilement des courants d'échanges alors qu'une libéralisation non discriminatoire devrait rester le grand objectif.

Mais l'aspect peut-être le plus dangereux de cette tendance est le risque que la conclusion d'accords bilatéraux ou régionaux séparés ne cimenter des blocs commerciaux exclusifs. Il est clair que l'approche de plus en plus prudente des États-Unis face à l'élargissement de l'ALENA est largement influencée par les éléments protectionnistes du Congrès, des forces à peine contenues pendant le difficile processus de l'adoption de la loi de mise en oeuvre de l'ALENA l'an dernier. Le refus d'ouvrir l'ALENA au Chili ou à l'Argentine indiquerait certainement à d'autres partenaires éventuels que leurs possibilités d'accession sont limitées.

De plus, un signal aussi négatif pourrait bien avoir des répercussions qui déborderaient l'ALENA. Le Brésil a déjà proposé d'utiliser le marché commun du Mercosur comme pierre angulaire d'une zone de libre-échange sud-américaine. Comme moyen d'abaisser les barrières entre les pays de la région, de libéraliser leur commerce et de les intégrer à un même espace économique, le Mercosur constitue une initiative audacieuse et originale que le Canada encourage vivement. Mais il ne faut pas beaucoup d'imagination pour reconnaître que, exclus de l'ALENA, les pays du Mercosur auraient encore plus d'incitation à se tailler leurs propres marchés et à structurer leur propre espace économique, peut-être en excluant les autres. Il y a alors risque que la vision d'un commerce panhémisphérique ne cède la place à la *Realpolitik* de blocs commerciaux concurrents, soit à une mentalité exclusiviste si contraire à la libéralisation plus poussée des échanges.

À cette étape cruciale, nous risquons de rater la possibilité d'élaborer une grande politique du commerce et de l'investissement pour l'ensemble de l'hémisphère occidental : une politique qui reflète l'ouverture, la vigueur et le dynamisme de